

Préface de Bruno Genty

Lorsque les auteurs de cet ouvrage m'ont proposé d'en rédiger la préface, j'ai craint de découvrir un *pensum*, refaisant une fois de plus l'histoire des déchets, ou s'égarant dans la présentation et l'analyse des techniques de traitement... Mais je ne regrette pas leur invitation : l'heureuse lecture de ce livre permet de comprendre l'évolution de la notion de déchet, étroitement liée au développement du tri depuis quelques décennies. Le déchet n'est plus une ordure, un peu honteuse et le plus souvent invisible, c'est le résultat de nos choix de production et de consommation. Sans vouloir jouer au rudologue, il faut bien admettre que ce que nous abandonnons et la manière dont nous le faisons en dit long sur l'organisation de nos activités humaines et sur nos valeurs. Par exemple, n'est-il pas

aberrant de développer toute une série d'installations coûteuses pour limiter les rejets toxiques issus de la dégradation de produits... qu'on pourrait d'emblée concevoir sans substances dangereuses ?

Le choix indispensable de la réduction des déchets est au cœur de ce livre. Pourtant, les politiques de prévention ont encore du mal à se développer pleinement dans notre pays et cela pour plusieurs raisons.

La première est bien sûr liée aux conflits d'intérêts : celui qui vend des produits périssables souhaite en vendre le plus possible. Ainsi, des entreprises ont menacé de contentieux des collectivités territoriales qui avaient l'outrecuidance d'inciter les citoyens à boire l'eau du robinet.

La seconde raison tient à ce que chacun renvoie sur l'autre l'entière responsabilité du déchet, pour éviter de questionner ses propres pratiques : le consommateur pense que tout est de la faute du producteur qui met sur le marché un produit très éphémère et sur-emballé... Le producteur soucieux d'éco-conception se plaint du consommateur, qui préfère acheter moins cher un produit finalement plus coûteux à l'usage. Au passage, le choix des auteurs de se limiter aux seuls déchets des ménages (4 % du poids total des déchets) est opportun : si l'on parvient à réduire cette part des déchets, on réduira mécaniquement les déchets industriels, et plus en amont la consommation de ressources.

La troisième raison est liée à l'attitude des professionnels des déchets, dont la culture « technique » et la volonté de conserver la main sur le secteur freinent parfois les initiatives en matière de réduction des déchets. La fiction qui suit cette préface évoque cette logique par laquelle le recyclage serait une sorte de corne d'abondance qui nous permettrait de continuer à consommer des smartphones et autres joyeusetés même après l'épuisement des matières premières. Mais quand certaines

entreprises clament que le déchet est une ressource, ils oublient de préciser : « pour nous » ! Le tri et le recyclage nous ont bien sûr forcés à mettre le nez dans notre poubelle et prendre conscience que ce que nous jetions était intimement lié à ce que nous avons acquis : la poubelle n'est plus un objet « magique », qu'on remplit les yeux fermés, qu'on sort le soir et qu'on rentre vide au matin. Cependant, même si, en France, comme le remarquent les auteurs de cet ouvrage, nous pouvons encore largement progresser en matière de tri-recyclage, les citoyens ne doivent pas devenir des Shadoks, incités à gaspiller plus pour trier plus... Soyons sérieux : si le déchet était une ressource, jeter nous enrichirait. Les entreprises du secteur ont besoin de sortir d'un système où leur rémunération dépend uniquement des quantités de déchets qu'elles prennent en charge, faute de quoi elles s'opposeront à leur réduction, synonyme pour elles de perte de revenus. De même, de nombreuses collectivités territoriales en charge de la gestion des déchets ont du mal à sortir de la seule logique technicienne. Or, avec la prévention, la politique des déchets doit devenir participative : sans la mobilisation des entreprises en amont et des citoyens en aval, rien ne changera.

Face à ces inerties, la solution se joue selon moi à deux niveaux. Il faut soutenir ceux qui, des entreprises aux collectivités locales, développent des actions de prévention des déchets, et inclure, dans cette démarche, les acteurs économiques et leurs préoccupations. L'équation est simple : nous sommes de plus en plus nombreux sur une planète dont les ressources sont finies au sens physique du terme. Il faut donc impérativement revoir nos modes de production et de consommation pour aller vers le *moins* et le *mieux* – en tout cas vers le moindre gaspillage. Contrairement à une idée reçue, cette transition suppose des innovations techniques et sociales, qui peuvent être créatrices d'emplois. Par ailleurs, les emplois dans

les secteurs du réemploi et de la réparation sont rarement délocalisables. Enfin, l'éco-conception mobilise des personnes très qualifiées et génère des brevets, eux-mêmes sources de revenus.

La lutte contre le gaspillage alimentaire illustre la puissance de cette démarche de réduction des déchets. Dans le monde, on jette près de la moitié de la nourriture produite (animale et végétale). Imaginons un instant ce que représentent ces déchets en gaspillage de sols, d'eau et d'intrants. C'est tout bonnement faramineux. Cet exemple met bien en évidence les diverses responsabilités de l'ensemble de la filière, du producteur au distributeur jusqu'au consommateur final. Songeons par exemple au nombre de fruits qui, chaque jour, finissent dans la benne à ordures du producteur parce qu'ils n'ont pas le bon gabarit ou parce que leur aspect n'est pas conforme aux standards du marché. Quel commerçant prendra le risque d'acheter des pommes dont la peau est tavelée ? Dans un commerce, quel client achèterait ces pommes ?

Les efforts des associations, des collectivités et de l'État commencent pourtant à donner des résultats – encore très insuffisants à mon goût. Des entreprises, dont le cœur de métier est intimement lié à cet impératif de prévention du déchet, se développent peu à peu. Citons cette chaîne de magasins, qui remplit à nouveau les cartouches d'encre vides, ces entreprises qui remettent en état des smartphones, celles qui proposent des services de distribution et de lavage de couches, celles qui mettent à disposition certains biens – des photocopieurs, par exemple – pour encourager l'usage plutôt que la possession et optimiser l'entretien et le réemploi d'équipements qui souvent meurent d'oxydation lorsqu'ils sont acquis par un particulier... Des milliers d'emplois ont ainsi été créés ces dernières années. Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a d'ailleurs déclaré en juillet 2012 à des représentants d'associations

environnementales : « Je suis pour une économie de la sobriété, du réemploi et du recyclage. » Somme toute, il reprenait le programme de ce livre... du moins dans ses intentions. Reste à voir comment cela se concrétisera : au-delà du seul déchet, c'est l'avenir de notre économie qui est en jeu.

Bonne lecture et... aux actes !

Bruno Genty, président de France Nature Environnement